Communiqué de presse

De l’Union Départementale des Syndicats CGT de la Drôme (26), de la FSU 26, de la CFDT de la Drôme, de la Confédération paysanne 26, du Parti socialiste 26, de La France Insoumise, du parti Les écologistes Grand-Valence, du Mouvement 26-septembre Drôme, de l’AFPS 07-26, de l’association Femmes solidaires, du syndicat CGT Trigano

Interdiction systématique des rassemblements dans le centre-ville de Valence : ça suffit !

Ce samedi 14 novembre, une Interorga composée du Mouvement du 26 septembre, de la Confédération paysanne, de la France Insoumise, du parti Les Ecologistes, du Parti socialiste, de la FSU et de la CGT appelait à se rassembler pour le Climat, la Paix et la justice sociale autour d’ateliers de chants, de danses, d’une fresque à écrire et dessiner, d’infos syndicales pour engager dans son entreprise ou sa collectivité un travail sur l’écologie, et d’un cercle de paroles sur l’alimentation.
Ce rassemblement a été interdit aujourd’hui et l’on nous laisse entrevoir le même type de restrictions pour les semaines à venir, que ce soit le 21 novembre, possible mobilisation de la jeunesse à partir d’une date européenne, ou le 28 novembre, journée de lutte contre les Violences Sexistes et Sexuelles (VSS).

Tous les samedis, la préfecture interdit à tout rassemblement ou manifestation un périmètre comprenant tout le centre-ville de Valence. Les incidents du 17 octobre dernier, en partie imputables à la mauvaise gestion de la sécurité par la préfecture, ne peuvent devenir un prétexte mobilisable indéfiniment pour justifier de tailler dans nos libertés publiques constitutionnelles. Nous n'acceptons pas que nos libertés souffrent de la moindre entrave car elles incarnent une expression populaire.
Depuis plusieurs années, l'Interorga 26 propose des évènements sur des revendications communes portant des projets de société qui ouvrent des perspectives de progrès social, environnemental, fiscal, démocratique et de respect du droit international. Les organisations qui appellent à se rassembler le 14 novembre pour le Climat et la Paix ne négligent pas la sécurisation de ce type de manifestation et font leur part depuis des années pour que ces mobilisations soient des moments festifs et conviviaux autant qu’engagés. Nous nous organisons toujours avec sérieux, toujours dans le sens de la solidarité et de la convergence des luttes la plus large possible, toujours sans violence.
Nous vivons un moment critique d’accumulation des crises sociales, environnementales, géopolitiques et démocratiques. Si le gouvernement et le patronat partage un agenda revendicatif relayé ad nauseam sur tous les médias, la société civile a la rue : nous exigeons le rétablissement de nos libertés publiques, du droit de nous rassembler, débattre, donner de la visibilité et la possibilité à toutes et tous de rejoindre les luttes que nous menons ensemble pour une autre société, une société du bien-être et de la solidarité. L'Interorga travaille actuellement à une réponse concertée à ces attaques sur nos libertés d'expression et de manifestation, pour regagner la liberté de rassemblement à Valence et faire vivre nos espaces d’expression démocratique. C'est pourquoi l'Interorga demande en urgence une audience à la Préfète de la Drôme : nous acterons des suites à donner en fonction des réponses apportées à nos revendications.

À Valence, le 10 novembre 2026.